

Lisez le rapport de la plus récente enquête de l'Ombudsman, *En état de suspension*, et plus encore dans notre bulletin de septembre.

[View this email in your browser](#)



Twitter



Facebook



LinkedIn

L'Ombudsman demande au ministère des Transports de moderniser son système de suspension de permis de conduire



L'Ombudsman de l'Ontario, Paul Dubé, a demandé au ministère des Transports cette semaine de procéder à une refonte de la façon dont il avise les conducteurs quand leur permis a été suspendu en raison d'amendes impayées – un processus que son enquête a jugé déraisonnable, injuste et erroné.

Le tout dernier rapport de l'Ombudsman, [En état de](#)



[suspension](#), décrit en détail les problèmes systémiques liés à la communication, à la tenue des dossiers et au service à la clientèle du Ministère, qui font qu'un trop grand nombre de personnes conduisent sans le savoir avec un permis non valide.

Notant que les conducteurs sont responsables du paiement de leurs amendes, M. Dubé souligne qu'il incombe au Ministère de les aviser lorsqu'ils perdent leur privilège de conduire – et son enquête a révélé que le Ministère omet de le faire à plusieurs égards. « Ces avis sont déroutants, compliqués, mal présentés et n'indiquent jamais vraiment

qu'omettre de payer une amende entraînera la suspension du permis », écrit l'Ombudsman dans son rapport.

- [Des milliers d'Ontariens conduiraient sans le savoir avec un permis invalide \(Radio-Canada\)](#)

L'un des problèmes fondamentaux est que le Ministère envoie les avis de suspension par courrier postal, mais ne fait aucun suivi des 4 % d'envois qui, selon les estimations, lui sont retournés sans avoir été livrés. « Des milliers de conducteurs ne reçoivent jamais ces avis ou ne les comprennent pas », écrit l'Ombudsman. « Ne sachant pas que leur permis n'est plus valide, ils continuent de conduire, ce qui pose des risques personnels et financiers considérables – à la fois pour eux et pour d'autres. »

[En savoir plus](#)

BLESSURES DE STRESS OPÉRATIONNEL ET SUICIDE

Le 18 septembre 2018, l'Ombudsman de l'Ontario, Paul Dubé, [a annoncé une évaluation](#) de nouvelles plaintes et de nouveaux problèmes liés aux suicides et aux blessures de stress opérationnel chez les policiers de la Police provinciale de l'Ontario, pour déterminer si une enquête de suivi est justifiée ou non.

En 2012, le Bureau de l'Ombudsman a mené une enquête systémique approfondie sur la façon dont l'OPP et le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels traitaient les blessures de stress opérationnel chez les policiers. Le rapport de 155 pages qui en a résulté, intitulé [Dans le feu de l'action](#), a révélé que le nombre de policiers qui s'étaient suicidés durant les 23 années précédentes était supérieur à celui des policiers tués dans l'exercice de leurs fonctions.



Le rapport a examiné les ressources offertes aux policiers, ainsi que la stigmatisation persistante qui entoure les blessures de stress opérationnel et les troubles de stress post-traumatique, et a fait 32 recommandations pour améliorer les services et les programmes.

« Chaque année, nous recevons des appels concernant des policiers potentiellement suicidaires, mais personne ne sait vraiment quoi faire. »
Psychologue du personnel, p. 135

« Ayant appris récemment le suicide tragique de trois autres policiers de l'OPP, je me suis demandé s'il était temps pour mon Bureau de faire un suivi de notre enquête systémique de 2012 », a dit M. Dubé. « Nous avons commencé les recherches préliminaires et nous encourageons les personnes touchées par les blessures de stress opérationnel à l'OPP à nous faire part de leurs histoires, alors que nous préparons le terrain pour une enquête éventuelle. »

VISITE DES STAGIAIRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE L'ONTARIO



L'Ombudsman Paul Dubé accueille les stagiaires d'OLIP 2018 dans nos bureaux à Toronto, le 18 septembre.

À la mi-septembre, l'Ombudsman Paul Dubé a accueilli les stagiaires du Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario 2018-2019 dans nos bureaux. Ils ont discuté des organismes placés sous notre surveillance, vu quand et comment nous ouvrons une enquête, et comment notre Bureau fait des recommandations pour améliorer la gouvernance, en plus de régler des problèmes individuels.

Le Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario est un programme apolitique de 10 mois qui permet aux stagiaires de travailler au service des députés provinciaux. Ce programme s'adresse aux récents diplômés d'une université canadienne, et les candidats viennent de milieux universitaires très divers.

ALLÉES ET VENUES



Le personnel de l'Ombudsman a eu l'occasion de discuter avec des délégués et [de distribuer des renseignements et des ressources](#) lors de la Conférence des municipalités de l'Est de l'Ontario, à Cornwall, du 12 au 14 septembre.

L'Ombudsman, dont le champ de surveillance s'étend à plus de 400 municipalités dans la province, s'efforce d'être une ressource précieuse pour les décideurs locaux de politiques, en leur

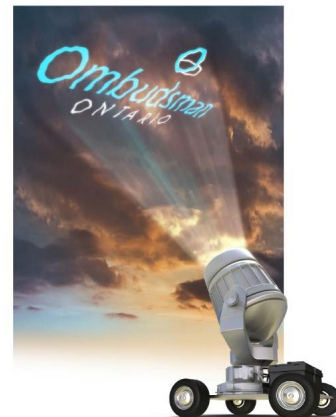
offrant des ressources adaptées et en faisant des recommandations concrètes pour régler les problèmes. Participer à des conférences et à des événements municipaux nous permet d'aider le personnel et les conseillers municipaux à mieux comprendre notre mandat ainsi que la manière dont nous travaillons avec eux pour régler les problèmes.

Lors de la Conférence des municipalités de l'Est de l'Ontario, le personnel et les conseillers municipaux, ainsi que d'autres intervenants locaux, ont parlé à l'Ombudsman des types de problèmes auxquels font face les municipalités rurales et urbaines, petites et grandes, de l'Est de l'Ontario. [Pour en savoir plus sur certains des cas municipaux que nous avons réglés, consultez notre site Web ici.](#)

EN SAVOIR PLUS : RÈGLEMENTS INDIVIDUELS

Curieux d'en savoir plus sur la façon dont le Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario a aidé des Ontariens à trouver des solutions à leurs problèmes? [Cliquez ici](#) pour consulter notre base de données sur les sommaires de cas, ou voyez quelques-uns de nos récents règlements de cas ci-dessous.

- [Crise d'identité](#)
- [Attention à l'épellation](#)
- [Lieu de résidence](#)




Ombudsman
ONTARIO

**Going in circles?
We can help.**

**Vous tournez en rond?
Nous pouvons vous aider.**

Portez plainte ou contactez nous en ligne

L'Ombudsman est un officier indépendant de l'Assemblée législative de l'Ontario, chargé de surveiller les organismes du gouvernement provincial ainsi que les municipalités, les universités et les conseils scolaires. L'Ombudsman Paul Dubé a commencé son premier mandat quinquennal le 1er avril 2016.

Copyright © 2018 Ombudsman Ontario, All rights reserved.

Want to change how you receive these emails?
You can [update your preferences](#) or [unsubscribe from this list](#)